

**Texte d'ANALYSE
sur le thème :**

**PENSIONS ALIMENTAIRES :
BIEN CALCULEES, MIEUX PAYEES !**

Objet de l'analyse : La détermination des montants des pensions alimentaires se fait par un juge au terme d'un processus judiciaire. Le mode de calcul de ces pensions est important. Comment garantir son harmonisation dans toutes les régions et le mettre à l'abri d'une certaine conception de « l'équitable » dans notre société patriarcale ? Cette analyse explore ce dispositif et la réflexion qu'il suscite dans le monde des décideurs politiques à partir d'un exposé fait par Roland Renard lors d'un séminaire organisé par le parti Ecolo sur le thème de l'estimation des pensions alimentaires en mars 2004 à Bruxelles.

Contexte : L'Université des Femmes se donne comme objectif de diffuser les savoirs élaborés par et sur les femmes. Une des thématiques choisie pour la réalisation des documents d'analyse mis à disposition via son site internet est la lutte contre la pauvreté des femmes et les mécanismes qui la produisent. Le non-paiement des créances alimentaires a été dénoncé à maintes reprises par les mouvements de femmes comme une cause importante de précarisation des femmes divorcées.

1. INTRODUCTION

Après un divorce, dans 40 % des cas, le paiement de la pension alimentaire pose problème. Or ce droit et ce devoir parentaux, entérinés par une autorité judiciaire, ne relèvent pas de la seule démarche privée.

C'est l'État qui doit veiller à ce que les créances soient régulièrement versées. Et dans ce processus, l'évaluation du montant de la pension reste cruciale...

Marie-Thérèse Coenen¹ nous présente une proposition de mode de calcul.

2. COMMENT CELA SE PASSE

Après une procédure souvent longue et conflictuelle, le juge tranche et propose un montant pour la pension alimentaire destinée aux enfants. Ce montant peut sembler arbitraire aux yeux de l'un ou de l'autre parent. Il peut aussi être sous-estimé ou surévalué... Le doute s'installe alors. Et le sentiment d'être victime d'une machination, d'être spolié par l'autre partie devient un puissant argument pour ne pas payer ou pour n'honorer que partiellement sa dette, ce qui revient à se faire justice soi-même.

Afin d'éclairer cette problématique, Muriel Gerkens², députée Ecolo, a organisé le 26 mars 2004 un séminaire où sont intervenus Roland Renard, auteur d'une méthode d'objectivation du calcul des pensions alimentaires, et le juge Franeau, Président de Chambre à la Cour d'appel de Mons où il applique cette grille de calcul.

2.1. CHACUN-E SELON SES MOYENS...

Le Code civil prévoit que chaque parent doit contribuer à l'éducation des enfants en proportion de ses facultés. Cette obligation se maintient au-delà de la séparation... Mais les juges sont confrontés à une double inconnue. Comment évaluer le coût de l'enfant en fonction de son âge et de son milieu social ? Et comment calculer la proportionnalité de la charge qui doit peser sur chaque parent en fonction de ses revenus et de la prise en charge directe de l'enfant ? Peu de parents connaissent le coût de leur enfant. Et l'on peut rarement se baser sur les comptes réguliers du couple désuni... La seule référence dont les juges disposent actuellement concerne le coût d'un jeune suivant des études supérieures, estimé à 5.950 € par an. Le juge Franeau dénonce ce manque de règles définies par l'autorité publique, expliquant que la décision relève alors de l'intuition du juge, ce qui est mauvais pour la démocratie. Car ce n'est pas au juge de faire la loi, mais de la dire et de l'appliquer.

3. LA MÉTHODE RENARD

Dans les années 80, le sociologue Roland Renard avait été chargé par le ministère de la Communauté française d'évaluer le coût de l'enfant. Des avocats et des parents lui ont ensuite demandé de proposer une solution aux questions que soulève la séparation : comment organiser le financement du coût de l'enfant en tenant compte de la distribution de la garde entre les parents, des allocations familiales et du revenu de chaque parent ? Le sociologue a donc mis au point une méthode de calcul qui intègre tous ces paramètres et donne un cadre logique à l'évaluation de la part de chacun dans la prise en charge financière de l'enfant³.

3.1. L'ESTIMATION DU COÛT DE L'ENFANT

La méthode Renard utilise les coefficients de coût de l'enfant élaborés dans les années 80, coefficients qui devraient faire l'objet d'une actualisation. À titre d'exemple, les dépenses en télécommunication ont profondément évolué depuis...

3.2. LE FINANCEMENT DU COÛT DE L'ENFANT

La méthode respecte le principe de proportionnalité entre les parents en intégrant les allocations familiales, le financement direct par le biais de la cohabitation de l'enfant avec chaque parent et le financement indirect, à savoir la pension alimentaire versée par un parent à celui qui est « gardien principal ». Ce modèle s'applique à tous les parents, mariés ou non, vivant ensemble ou séparés.

3.3. LA PRISE EN COMPTE DE L'INCIDENCE DU DIVORCE SUR LE NIVEAU DE VIE

Roland Renard constate que « *après la séparation, (...) le niveau de vie de l'enfant comme celui des parents sera diminué et la structure des dépenses de l'enfant comme des parents, sera modifiée dans le cadre d'une réorganisation inévitable du mode de vie* ». La méthode de calcul intègre donc le fait que la séparation d'un ménage en deux ménages affecte, à niveau de revenu constant, les parents et les enfants de manière égale.

3.4. UN EXEMPLE

Un exemple valant mieux que de longs discours, Roland Renard nous a présenté un cas simple : le coût d'un enfant de 8 ans, dans un ménage dont le revenu est de 2.620 € par mois. La mère gagne 1.000 € et le père 1.500. La garde est partagée à 82 % pour la mère et 18 % pour le père. Le ménage bénéficie de 120 € d'allocations familiales. Après le calcul de Renard, la pension alimentaire à verser par le père à la mère sera de 108 € par mois.

4. MISE EN PRATIQUE

4.1. L'EXPÉRIENCE D'UN JUGE

Depuis une dizaine d'années, le juge Franeau applique cette méthode de calcul. Il n'a jamais eu de recours contre ses jugements, preuve à ses yeux que la méthode est équitable. Il reconnaît cependant qu'il faut faire un effort pédagogique tant vis-à-vis des parties concernées que des avocats, qui aiment pouvoir plaider à l'avantage de leur client, et des juges, peu sensibles aux opérations mathématiques. Ceux-ci se sentent peut-être aussi dépossédés de leur autorité ou souhaitent apporter une réponse adéquate à chaque situation... En objectivant le calcul, la méthode Renard donne un ordre de grandeur. Le juge reste libre de s'en éloigner en motivant sa décision. L'avocat aussi peut plaider des circonstances spécifiques pour augmenter ou diminuer le montant à verser.

4.2. CLARIFIER LES RÈGLES, POUR PLUS DE DÉMOCRATIE

La méthode Renard peut aussi s'appliquer aux ménages recomposés et à toutes les situations familiales. Actuellement, elle n'est appliquée par les juges ou les avocats que sur base volontaire. C'est pourquoi Muriel Gerkens a introduit une résolution qui demande au gouvernement une actualisation des coefficients du coût de l'enfant, l'établissement d'une méthode de calcul (la méthode Renard ou une autre), un site officiel qui l'explique et la vulgarise, ainsi que l'obligation de l'utiliser comme modèle de référence par le monde judiciaire. C'est un premier pas vers une bonne administration de la justice, une clarification des règles et une démocratie un peu plus proche des citoyens...

5. LE FONDS DE CRÉANCES ALIMENTAIRES : UN COMBAT INACHEVÉ

Dès 1970, un groupe de femmes de Vie Féminine Liège suggère la mise en place d'un système qui

s'occuperait du paiement des pensions alimentaires. L'idée est reprise et travaillée par Huberte Hanquet (PSC) qui dépose, en 1974, la première proposition de loi visant à créer un office de créances alimentaires. Cette proposition sera régulièrement déposée au Parlement, par plusieurs partis, législature après législature. Elle acquiert ainsi le rang de la plus ancienne proposition de loi ! Les propositions se multiplient...

La seule réponse du gouvernement sera la loi de mai 1989. Celle-ci assure, via les CPAS, des avances pour les créanciers les plus démunis, mauvais système dont on n'arrive pas à sortir. Aujourd'hui, la création d'un Fonds de créances alimentaires s'est traduite par la mise en place du SECAL (Service Fédéral des Créances Alimentaires) au 1^{er} juin 2004 pour assurer le recouvrement des créances impayées. Au 1^{er} octobre 2005, le SECAL commence à accorder des avances aux créanciers mais il faut que leur revenu annuel soit plafonné à 12.011,23 €. Le dossier reste donc d'actualité.

Dans un Courrier hebdomadaire du CRISP⁴, Marie-Thérèse Coenen s'interroge sur les mécanismes qui font que cette proposition ne passe pas la barre de la décision politique. Y aurait-il une dimension sexuée dans ce dossier ?

6. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ce texte résume et actualise un exposé fait par Mr Roland Renard lors d'un Séminaire organisé par le groupe parlementaire ECOLO sur l'objectivation du calcul des créances alimentaires le 26 mars 2004 et publié dans le bulletin Amazone

Un autre document d'analyse, intitulé « Le Service fédéral des créances alimentaires : une saga sans fin », également disponible sur le site de l'Université des Femmes expose plus largement le contexte historique du fonds de créances alimentaires belge.

7. NOTES

1 Marie-Thérèse COENEN (ex-députée Ecolo) s'est engagée pendant son mandat pour la création d'un Fonds des créances alimentaires, et continue aujourd'hui au sein de la plate-forme Créances alimentaires, à travailler ce dossier.

2 Suite à ce séminaire, Muriel GERKENS a déposé les textes législatifs suivants : Proposition de résolution relative à la création d'un Fonds de créances alimentaires, 29 avril 2004 (Doc 51 1067) ; Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la contribution des père et mère à l'éducation de leurs enfants, 5 mai 2004 (Doc 51 1101/001).

3 Source : Roland RENARD, *La "méthode Renard" d'estimation des contributions alimentaires dues par les parents séparés à leurs enfants communs mineurs*. Séminaire Ecolo sur l'objectivation du calcul des créances alimentaires du 26 mars 2004.

4 *La création du Service fédéral des créances alimentaires – Histoire d'une revendication*, Marie-Thérèse COENEN, in Courrier hebdomadaire du CRISP n° 1841-1842, juin 2004

© Université des Femmes asbl

Date du document : octobre 2005

Ont contribué à la réalisation de ce document :

Rédaction : Marie-Thérèse COENEN

Relecture, mise en page : Claudine LIENARD